

CAS N° 2471

RAPPORT OÙ LE COMITÉ DEMANDE À ÊTRE TENU INFORMÉ DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION

Plainte contre le gouvernement de Djibouti

présentée par

l'Union djiboutienne du travail (UDT)

Allégations:

L'organisation plaignante allègue que la direction du Port de Djibouti entrave le libre exercice des droits syndicaux par diverses actions: licenciement de 11 responsables et militants syndicaux; détention de 170 travailleurs et licenciement de 25 autres travailleurs suite à une grève de solidarité;

arrestation et détention préventive de 12 travailleurs; harcèlement policier et juridique répété de travailleurs; «derniers avertissements avant licenciement» adressés à 120 travailleurs s'étant livrés à une collecte pour soutenir financièrement les travailleurs licenciés

880. La plainte figure dans deux communications datées du 26 octobre 2005 et du 24 janvier 2006, ainsi que dans des communications des 20 et 24 juin 2006, dans lesquelles l'UDT fournit des informations complémentaires.

881. Le gouvernement n'ayant pas répondu, le comité a dû ajourner l'examen du cas à deux reprises. A sa réunion de novembre 2006 [voir 343e rapport, paragr. 10], le comité a lancé un appel pressant au gouvernement indiquant que, conformément à la règle de procédure établie au paragraphe 17 de son 127e rapport, approuvé par le Conseil d'administration, il pourrait présenter un rapport sur le fond de l'affaire à sa prochaine session, même si les informations ou observations demandées n'étaient pas reçues à temps. A ce jour, le gouvernement n'a envoyé aucune information.

882. Djibouti a ratifié la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, et la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949.

A. Allégations de l'organisation plaignante

883. L'organisation plaignante allègue que, contraints de travailler depuis 2004 dans un contexte de violations flagrantes des lois et règlements du travail ainsi que d'abus de pouvoir de la part de la direction du Port autonome international de Djibouti, les employés du port ont décidé de saisir par le biais de l'Union des travailleurs du port (UTP) les instances compétentes en la matière et les autorités du pays conformément à la législation nationale (inspection du travail, ministère de Tutelle et présidence de la République).

884. Ayant épuisé tous les recours réglementaires, l'UTP, suite à une assemblée générale tenue le 10 septembre 2005, a déposé un préavis de grève. L'organisation plaignante indique que le ministère de l'Emploi a tenté d'empêcher la grève avant de se raviser et d'inviter les deux parties à la table des négociations le jour même de la grève, le 14 septembre 2005.

GB.298/7/1 208 GB298-7-1-2007-03-0140-01-Fr.doc

L'amorce de dialogue social a toutefois été rapidement rompue à l'instigation de la direction du port.

885. L'organisation plaignante allègue en particulier que, le 24 septembre 2005, 11 responsables et militants syndicaux ont été licenciés; qu'à la suite d'une grève de solidarité déclenchée le lendemain, 170 travailleurs ont été conduits dans un centre de détention et que 25 autres travailleurs ont été licenciés (la liste des travailleurs du Port de Djibouti licenciés au cours du conflit collectif est annexée à la plainte); que 12 travailleurs maintenus en détention préventive, pour provocation d'une rébellion manifestée et participation délictueuse à un attroupement, ont été relâchés

par jugement du 2 octobre 2005; qu'à cet égard la chambre correctionnelle de la Cour d'appel de Djibouti a arbitrairement condamné lesdits travailleurs à des peines de prison allant jusqu'à deux mois d'emprisonnement avec sursis (trois d'entre eux ont été déclarés coupables de délit de manifestation illégale et d'obstruction à la liberté du travail, et les autres coupables de menaces et de rassemblement sur la voie publique susceptible de trouble à l'ordre public).

L'organisation plaignante dénonce également les «derniers avertissements avant licenciement» dirigés à l'encontre de 120 travailleurs s'étant livrés à une collecte pour soutenir financièrement les travailleurs licenciés, ainsi que d'une manière générale des mesures de harcèlement policier et juridique de travailleurs (voir communication du 24 janvier 2006). L'organisation plaignante demande au comité de formuler les recommandations nécessaires en vue de l'annulation des décisions de licenciement des grévistes.

886. Dans sa communication du 24 juin 2006, l'UDT souligne que ces violations de la liberté syndicale s'inscrivent dans le cadre d'une politique de répression sauvage et inhumaine du gouvernement. Ce dernier a franchi une nouvelle étape avec l'arrestation de quatre syndicalistes affiliés à l'UDT, inculpés de livraison d'informations à une puissance étrangère et d'outrage au président de la République et placés sous mandat de dépôt à la prison de Gabode, où ils sont restés détenus pendant presque un mois.

L'organisation plaignante allègue que ces arrestations, détentions et poursuites judiciaires sont arbitraires et contreviennent aux règles essentielles de procédure pénale. Le passeport de deux des inculpés a en outre été confisqué.

B. Conclusions du comité

887. *Le comité regrette que, malgré le temps écoulé depuis la présentation de la plainte, le gouvernement n'ait pas répondu aux allégations de l'organisation plaignante, alors qu'il a été invité à plusieurs reprises, y compris par un appel pressant, à présenter ses commentaires et observations sur ce cas. Le comité prie instamment le gouvernement de faire preuve de plus de coopération à l'avenir.*

888. *Dans ces conditions, conformément à la règle de procédure applicable [voir 127e rapport, paragr. 17, approuvé par le Conseil d'administration à sa 184e session], le comité se voit dans l'obligation de présenter un rapport sur le fond de l'affaire sans pouvoir tenir compte des informations qu'il espérait recevoir du gouvernement.*

889. *Le comité rappelle au gouvernement que l'ensemble de la procédure instituée par l'Organisation internationale du Travail pour l'examen d'allégations en violation de la liberté syndicale vise à assurer le respect de cette liberté en droit comme en fait. Le comité demeure convaincu que, si la procédure protège les gouvernements contre les accusations déraisonnables, ceux-ci doivent à leur tour reconnaître l'importance qu'il y a pour leur propre réputation à ce qu'ils présentent, en vue d'un examen objectif, des réponses détaillées aux allégations formulées à leur encontre. [Voir premier rapport du comité, paragr. 31.]*

GB.298/7/1

GB298-7-1-2007-03-0140-01-Fr.doc 209

890. *Le comité note que le présent cas porte, dans un contexte d'intimidations et d'aggravation des violations des droits syndicaux, sur des mesures de représailles liées au déclenchement d'un conflit collectif en 2004 dans le Port autonome international de Djibouti: licenciement abusif de 36 responsables et militants syndicaux, détention de 170 travailleurs solidaires des travailleurs licenciés, arrestation et détention préventive de 12 travailleurs pour provocation d'une rébellion manifestée et participation délictueuse à un attroupement; menaces de licenciements à l'encontre de 120 travailleurs s'étant livrés à une collecte pour soutenir financièrement les travailleurs licenciés.*

891. *Le comité note avec regret que le gouvernement n'a pas répondu aux allégations de licenciements abusifs dont sont victimes les dirigeants et militants syndicaux. Le comité rappelle à cet égard que le droit de grève est un des moyens dont disposent les travailleurs et leurs organisations pour promouvoir et pour défendre leurs intérêts économiques et sociaux, et qu'il est un corollaire indissociable du droit syndical protégé par la convention*

*no 87. [Voir **Recueil de décisions et de principes du Comité de la liberté syndicale**, cinquième édition, 2006, paragr. 522 et 523.]*

892. *Le comité attire l'attention du gouvernement sur le fait qu'un des principes fondamentaux de la liberté syndicale est que les travailleurs doivent bénéficier d'une protection adéquate contre tous actes de discrimination tendant à porter atteinte à la liberté syndicale en matière d'emploi – licenciement, transfert, rétrogradation et autres actes préjudiciables – et que cette protection est particulièrement souhaitable en ce qui concerne les délégués syndicaux, étant donné que, pour pouvoir remplir leurs fonctions syndicales en pleine indépendance, ceux-ci doivent avoir la garantie qu'ils ne subiront pas de préjudice en raison du mandat syndical qu'ils détiennent. [Voir **Recueil**, op. cit., paragr. 799.]*

893. *Le comité demande donc au gouvernement de diligenter rapidement une enquête indépendante sur les allégations de licenciement abusif des 36 responsables et militants syndicaux dans le Port de Djibouti et, si elles s'avèrent fondées, de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour mettre fin à ces actes de discrimination et de sanctionner les personnes responsables et d'assurer leur réintégration sans perte de salaire. Le comité considère en outre que le gouvernement doit veiller à assurer une protection adéquate et efficace contre les actes de discrimination antisyndicale en mettant l'accent sur la réintégration du travailleur comme moyen de réparation efficace.*

*Le comité rappelle que la possibilité d'être réintégré dans leur poste de travail devrait être ouverte aux personnes qui ont été l'objet de discrimination antisyndicale et que, dans les cas où une réintégration s'avère impossible, le gouvernement devrait veiller à ce que soit versée aux travailleurs concernés une indemnisation adéquate qui constituerait une sanction suffisamment dissuasive contre les licenciements antisyndicaux. [Voir **Recueil**, op. cit. paragr. 837 et 845.]*

894. *Par ailleurs, s'agissant des allégations de détention suite à une grève de solidarité, regrettant une fois encore l'absence d'observations de la part du gouvernement, le comité rappelle fermement que l'arrestation et la détention de syndicalistes, comme les mesures de harcèlement et d'intimidation dénoncées, mettent gravement en péril le libre exercice des droits syndicaux, que les autorités ne devraient pas recourir aux mesures d'arrestation et d'emprisonnement en cas d'organisation ou de participation à une grève pacifique, et que nul ne devrait pouvoir être privé de liberté ni faire l'objet de sanctions pénales pour le simple fait d'avoir organisé une grève pacifique ou d'y avoir participé et que le gouvernement devrait prendre des mesures sévères à l'égard de telles pratiques.*

*[Voir **Recueil**, op. cit., paragr. 671 et 672.]*

895. *Le comité note enfin avec une profonde préoccupation les allégations concernant l'arrestation et la détention de quatre syndicalistes affiliés à l'UDT, à savoir MM. Adan Mohamed, Hassan Cher Hared, Mohamed Ahmed Mohamed et Djibril Ismael Egueh, ainsi que les poursuites judiciaires dont ils font l'objet. Le comité s'attend à ce que ces responsables syndicaux soient libérés, qu'aucune charge ne soit plus retenue contre eux, et prie instamment le gouvernement de fournir des informations précises à ce sujet.*

GB.298/7/1

210 GB298-7-1-2007-03-0140-01-Fr.doc

Recommandations du comité

896. *Au vu des conclusions qui précèdent, le comité invite le Conseil d'administration à approuver les recommandations suivantes:*

a) Le comité regrette profondément que, en dépit du laps de temps écoulé depuis la première présentation de la plainte, le gouvernement n'ait pas répondu aux allégations du plaignant. Le comité prie instamment le gouvernement de se montrer plus coopératif à l'avenir.

b) Le comité demande au gouvernement de diligenter rapidement une enquête indépendante sur les allégations de licenciement abusif des 36 responsables et militants syndicaux dans le Port de Djibouti. Si ces allégations s'avèrent fondées, le comité prie le gouvernement de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour mettre fin à ces actes de discrimination et sanctionner les personnes responsables et de s'assurer de leur réintégration sans perte de salaire. Dans les cas où une réintégration s'avère impossible, le comité prie le gouvernement de veiller à ce que soit versée aux travailleurs concernés une indemnisation adéquate qui constitue une sanction suffisamment dissuasive contre les licenciements antisyndicaux.

c) Le comité s'attend à ce que les responsables syndicaux MM. Adan Mohamed, Hassan Cher Hared, Mohamed Ahmed Mohamed et Djibril Ismael Egueh soient libérés, qu'aucune charge ne soit plus retenue contre eux, et prie instamment le gouvernement de fournir des informations précises à ce sujet.

GB298-7-1-2007-03-0140-01-Fr.doc 211

GB.298/7/1

La liste des travailleurs du Port autonome international de Djibouti licenciés au cours du conflit collectif (du 14 au 27 septembre 2005)

No Fichier / Nom / Situation professionnelle pendant le licenciement / Nombre d'années en fonction au port / Fonction dans le syndicat / Fonction professionnelle / Emargement

01 1220 Ali Ibrahim Darar En activité 24 Secrétaire général adjoint Chef des opérations
02 2108 Wahib Ahmed Dini En activité 8 2e adjoint du secrétaire général Portiqueur
03 1756 Mohamed Ahmed Mohamed En activité 12 Secrétaire affaires juridiques Technicien
04 2142 Mohamed Ali Ahmed En activité 10 Secrétaire relations ext. Chef de bord
05 1562 Abdourahman Bouh II Tireh En activité 21 Secrétaire Inform/C Technicien navigant
06 2124 Ali Ibrahim Chireh En activité 6 Délégué personnel et syndicat Portiqueur
07 1705 Yacin Ahmed Robleh En activité 19 Délégué personnel et syndicat Superviseur DDP
08 1580 Mohamed Abdillahi Dirieh En activité 27 Conseiller T. SG. Chef de section engins
09 1103 Kamil Mohamed Ali En activité 28 Délégué personnel Chef dpt. exploitation
10 1201 Ibrahim Moussa Sultan En activité 26 Délégué personnel Chef dpt. comptable
11 1390 Samira Hassan Mohamed En activité 22 Délégué personnel Assistant adm. direction port
12 1992 Djibril Houssein Walieh En activité 7 Délégué personnel Technicien
13 1978 Moustapha Moussa Housein En activité 7 Délégué personnel Chef section électricité
14 1404 Youssouf Houmed Mohamed En congé 24 Délégué personnel Patron de remorqueur
15 1703 Ahmed Abdi Waliyeh En activité 17 Délégué personnel Agent de facturation
16 2155 Osman Houssein Djama En activité 8 Militant Planificateur des bateaux
17 2506 Djamal Mohamed Rayaleh En congé 3 Militant Conducteur poids lourd
18 2138 Mohamed Hersi Houssein En activité 7 Militant Conducteur poids lourd
19 2571 Aden Moussa Aden En activité 3 Militant Docker spécialisé
20 2580 Moussa Doubad En activité 3 Militant Docker spécialisé
21 2594 Mohamed Ali Abdellah En activité 3 Militant Docker spécialisé
22 2624 Ali Hassan Mohamed En activité 3 Militant Docker spécialisé
23 2022 Kadidja Abdo En activité 8 Militante Agent de facturation
24 1738 Neima Awad En activité 12 Militante Secrétaire de direction

212 GB298-7-1-2007-03-0140-01-Fr.doc

GB.298/7/1

No Fichier / Nom / Situation professionnelle pendant le licenciement / Nombre d'années en fonction au port / Fonction dans le syndicat / Fonction professionnelle / Emargement

25 1540 Naguib Ahmed Mohamed Paraplégique/inactivité 20 Militant Pompiste
26 1623 Osman Abdillahi Youssouf En activité Militant Technicien
27 2364 Ali Mohamed Ali En activité 4 Militant Agent de sécurité

28 2323 Houssein Barreh Djama En activité 4 Militant Agent de sécurité
29 2007 Djama Ismael Assoweh En activité 7 Militant Technicien
30 2545 Kadir Osman Hassan En activité 4 Militant Technicien
31 2298 Mohamed Hais Mohamed En activité 10 Militant Technicien
32 2186 Farhan Bouh Dafe En activité 6 Militant Technicien
33 1658 Moustapha Abchir Egueh En activité 20 Militant Capitaine de remorqueur
34 2463 Mohamed Abdillahi Omar En activité 7 Militant Enquêteur SENIOR
35 Koulimiyeh Houssein Ahmed En activité 5 Militant Contrôleur d'exploitation
36 2574 Ali Hassan Kamil En activité 3 Militant Docker spécialisé

GB.298/7/1

GB298-7-1-2007-03-0140-01-Fr.doc